

Développement agricole

Pour un financement adéquat

R.H.A

Libreville/Gabon

LES travaux du symposium sur le financement du secteur agricole en vue de son développement se sont ouverts hier vendredi, en présence du Premier ministre Emmanuel Issoze Ngondet et de quelques membres de son gouvernement. Cette rencontre, qui porte sur l'essor du secteur agricole, fait partie du plan de relance de l'économie gabonaise qui vise à réduire les importations des denrées alimentaires de 75%, et l'accroissement des recettes d'exportations des cultures de rente.

Comment faire de l'agriculture un moteur de croissance, un gisement d'emplois, ou aussi un levier de la diversification ? Autant de questions qui constituent l'intérêt des pourparlers avec l'institution financière mondiale. Dans son propos, le chef du gouvernement a rappelé que l'une des raisons pouvant expliquer les faibles rendements agricoles résident dans le retard pris dans la mise en place de mécanismes et instruments efficaces pouvant booster ce secteur d'activité. D'où l'impérieuse nécessité de soutenir les acteurs des différentes filières agricoles, afin que ce secteur retrouve ses lettres



Photo : R.H.A

Quelques membres du gouvernement présents.

de noblesse. Des conclusions objectives sur deux points importants sont attendues de cette rencontre. Un état des lieux exhaustif des difficul-

tés du financement de ce secteur, des propositions coordonnées permettant de surmonter les différents manquements révélés et de contribuer significative-

ment à créer les conditions d'une croissance continue du financement, une sécurisation, et une utilisation efficiente des ressources financières affectées au développement agricole, à travers la mise en place du fonds national de développement agricole (lire ci-contre). Dans sa présentation, le ministre de l'Agriculture et de la mise en œuvre du programme Graine, Yves Fernand Manfoumbi, est revenu sur plusieurs détails, notamment les principales opportunités du secteur, les nouvelles orientations, la stratégie contenue dans le plan de relance économique dans le volet agriculture, le

bunchmarck sur le dispositif de financement réalisé. S'agissant des défis du secteur, il y a la dépendance de l'économie vis-à-vis du secteur pétrolier, la non autosuffisance alimentaire, le taux de chômage élevé, qui est à 29% dont 70% sont les jeunes. « Il faut anticiper sur les opportunités d'emplois », a lancé le membre du gouvernement. Puis, il y a l'aménagement du territoire qui doit être équilibré, le coût élevé des denrées alimentaires qui obère le pouvoir d'achat des ménages. Le dernier élément est l'absence d'un outil de financement dans le secteur agricole.

Financement durable du secteur agricole

Mise en place d'un Fonds national de développement agricole

MSM

Libreville/Gabon

FACE à l'explosion des importations des produits alimentaires (plus de 370 milliards de francs aujourd'hui), quelle réponse le gouvernement peut-il apporter pour réduire la dépendance du pays en-

vers l'extérieur ? La croissance exponentielle des besoins alimentaires du Gabon vis-à-vis de l'extérieur ne traduit-elle pas, d'une certaine façon, l'échec des politiques visant à atteindre l'autosuffisance alimentaire ? Pour le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, chargé de la mise en œuvre du programme Graine, la

faiblesse des performances du secteur agricole gabonais et le problème d'accès au crédit/subvention pour la production sont à la fois les causes et les conséquences du cercle vicieux de la sous-productivité de ce secteur, qui ne contribue qu'à 3% du PIB national. Afin de briser ce cercle vicieux, le ministère se propose de créer les

conditions pour une croissance continue du secteur agricole, à travers la mise en place d'un Fonds national de développement agricole (FNDA). Les objectifs poursuivis par ce Fonds-dont les ressources restent à déterminer- sont de créer les conditions d'une offre de services financiers intégrés et de proximité, pour répondre aux besoins des ac-

teurs des chaînes de valeur agricoles, afin d'améliorer les performances de leurs activités ou réduire leur vulnérabilité. « En dehors de l'accroissement et de l'optimisation des investissements publics au développement, il s'agira de stimuler l'intervention du secteur privé, notamment des établissements de crédits (BGD, banques commerciales et systèmes finan-

ciers décentralisés). Les résultats attendus sont de les amener à offrir des services et produits de qualité, diversifiés et adaptés aux besoins des professionnels du secteur agricole et de développer les partenariats publics privés pour les investissements structurants », indique le service communication du ministère de l'Agriculture.

RE-OUVERTURE LE 09 FEVRIER

# CEICIAIDIO

PK 12

NOUVEAUX : PAIN ET VIENNOISERIE FRAICHE

ANIMATION DJ

Dégustations Offertes

CADEAUX ET BONS D'ACHATS A GAGNER DU 09 AU 12 FEVRIER

PRÈS DE CHEZ VOUS, POUR MIEUX VOUS SERVIR.